



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

politique sociale

Question au Gouvernement n° 1240

Texte de la question

POLITIQUE SOCIALE

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, ils étaient hier des dizaines de milliers de salariés et de retraités à manifester leur colère – et il y a tous ceux qui souffrent en silence. Cela ne vous empêche pas de programmer de nouvelles baisses de pouvoir d'achat dans le projet de budget pour 2019 : gel des pensions et des prestations sociales, gel des salaires des fonctionnaires, gel du salaire minimum, gel des dotations aux communes et au logement, nouvelle hausse des taxes sur les carburants et sur le tabac, et des frais de santé qui n'arrêtent pas d'augmenter.

M. Pierre Cordier. De même que le coût des mutuelles !

M. Fabien Roussel. Même les territoires d'outre-mer risquent d'être mis à contribution !

Hier, les députés communistes ont, avec d'autres, déposé un amendement visant à rétablir la demi-part supplémentaire pour les personnes âgées vivant seules. « Impossible ! Ça coûterait 1 milliard d'euros : c'est trop cher », nous a-t-on répondu.

Mais quand, dans ce projet de budget pour 2019, vous décidez de faire encore des cadeaux aux plus riches, vous croyez pas que ça coûte cher aussi ? La niche Copé, par exemple, elle coûte 7 milliards d'euros : c'est pas cher, ça ? Et le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, qui sera versé deux fois cette année, pour un coût total de 40 milliards d'euros, c'est pas cher, ça ? Et les dividendes qui, avec la *flat tax*, n'ont jamais été si peu taxés, ça coûte pas cher, ça ? Ça coûte au moins 900 millions d'euros !

Mais les 358 000 Français les plus riches, qui payaient l'impôt de solidarité sur la fortune, vont, eux, encore bénéficier de vos largesses. Ils ont pourtant accumulé un patrimoine total de 1 028 milliards d'euros, soit 50 % de notre produit intérieur brut. Où sont passées l'égalité et la fraternité, valeurs indissociables de notre République ? (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*)

Mme Amélie de Montchalin. Et les 6 milliards d'euros de baisses d'impôts, vous en faites quoi ?

M. Fabien Roussel. Monsieur le Premier ministre, quand les communistes ou d'autres vous disent que le capitalisme ne répond plus, ce n'est pas une question, c'est une demande : redonnez de l'espoir, choisissez l'être humain et la planète ! Sortons de ce système qui met la finance au service d'une minorité d'ultrariches ! C'est ça qui divise nos sociétés et nourrit les nationalismes. (« Bravo ! » et applaudissements sur les bancs des groupes GDR, FI et SOC.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (« Ah ! » sur divers bancs).

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics. Monsieur le député, merci pour cette question, que vous avez posée avec le sens de la nuance qui vous caractérise et l'attachement à une idéologie que vous défendez depuis toujours.

M. Charles de la Verpillière. Vous n'en étiez pas bien loin, de cette idéologie, il n'y a pas si longtemps !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Vous avez choisi d'aligner les affirmations, sans prendre la peine de souligner ce qui va dans le bon sens. Voilà qui appelle de ma part une réponse plus précise.

Ainsi, vous auriez pu rappeler qu'au mois d'octobre 2018, la diminution des cotisations salariales assurera un gain de pouvoir d'achat pour celles et ceux qui travaillent. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

M. Loïc Prud'homme. Ce n'est pas vrai !

M. André Chassaigne. Avec quelles conséquences ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Vous auriez pu rappeler que nous allons augmenter la prime d'activité ; comme l'a souligné Agnès Buzyn, cela se traduira par une augmentation de 100 euros, à l'échelle du quinquennat, pour tous ceux et toutes celles qui travaillent au SMIC, le salaire minimum interprofessionnel de croissance. (*Exclamations sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

Vous auriez pu rappeler qu'au 1er novembre, l'allocation aux adultes handicapés augmentera de 50 euros.

M. Fabien Roussel. C'est peanuts !

M. Jean-Paul Dufrègne. Une aumône !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. C'est l'augmentation la plus importante qui ait jamais eu lieu.

M. Ugo Bernalicis. Ce n'est pas vrai !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Nous y ajouterons 40 euros l'année prochaine, pour une augmentation totale de près de 100 euros. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*)

Vous auriez pu rappeler qu'en avril dernier, l'allocation dite « minimum vieillesse » a augmenté de 35 euros...

M. Fabien Roussel. C'est tout riquiqui !

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. ...et qu'elle augmentera à nouveau de 35 euros l'année prochaine. Nous l'augmenterons, elle aussi, de 100 euros au total. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

M. Pierre Cordier. C'est pour ça que votre cote de popularité augmente, elle aussi ?

M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État. Surtout, monsieur Roussel, parce que vous êtes l'élu d'une circonscription populaire et que, au-delà des affirmations péremptoires et du ton parfois un peu vif des questions et réponses, je sais quelle population vous défendez, vous devriez, plutôt que de dresser la liste des critiques, soutenir le plan défendu par Mme Buzyn, soutenir le plan de lutte contre la pauvreté, soutenir les initiatives prises par le Gouvernement pour aller vers un reste à charge zéro sur les prothèses dentaires, sur les prothèses auditives, soutenir les initiatives prises par le Gouvernement pour permettre la scolarité à trois ans et lutter ainsi

contre la création des inégalités, au lieu de maintenir un système qui les renouvelle et qui crée encore et encore des discriminations sociales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.- Exclamations sur les bancs des groupes LR et FI.*)

M. Fabien Di Filippo. Ce n'est pas ce que vous disiez il y a un an !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Vous devriez soutenir aussi tous les efforts déployés par Mme Buzyn et par l'ensemble du Gouvernement afin que la pauvreté, non seulement on puisse en sortir, mais, et c'est le plus important, on ne puisse plus retomber dedans ; afin que les enfants qui naissent, malheureusement, dans une famille pauvre n'aient pas à connaître le même sort que leurs parents. (*Exclamations sur les bancs des groupes LR et FI.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous étiez moins cynique à l'époque !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . Notre travail, notre objectif, c'est de casser le déterminisme, de lutter contre les inégalités à la racine, ce n'est pas de nous réfugier uniquement dans la... (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Huées sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

M. le président. Merci, monsieur le secrétaire d'État.

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1240

Rubrique : Politique sociale

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [11 octobre 2018](#)